

José Luis Rodríguez Zapatero : « Notre grand pari, c'est l'économie verte »

Avant la visite d'Etat de Nicolas Sarkozy en Espagne, lundi 27 et mardi 28 avril, le chef du gouvernement s'explique sur la crise et l'Europe

►►► Suite de la première page

Vous êtes-vous senti offensé par les mots de Nicolas Sarkozy à votre sujet et avez-vous reçu la lettre de Ségolène Royal ?

J'ai une très bonne relation avec Nicolas Sarkozy et je sais que tous les commentaires qu'il a pu faire sur moi étaient positifs. Si j'ai reçu la lettre de Ségolène Royal ? Oui.

Je crois que cette affaire a créé une certaine polémique, mais je connais bien Nicolas Sarkozy. Il a toujours été généreux dans la relation, et élogieux. Il n'y a donc aucun problème. Cela n'appelle aucune explication avec moi.

Le style parfois peu diplomatique de Nicolas Sarkozy a surpris pendant la présidence française de l'Union européenne (UE), mais il a fait bouger l'Europe. Vous allez présider l'UE à partir du 1^{er} janvier 2010. Serez-vous un président dans le style dynamique de M. Sarkozy ou un président plus diplomatique ?

Je dois préciser que Nicolas Sarkozy a toujours été très diplomate avec moi. Comme président de l'Union, il a été actif et dynamique. Ce qui, pour une organisation comme l'UE, dont les processus de prise de décision sont lents, a été très positif. La présidence espagnole a trois objectifs : d'abord, ce sera la présidence du retour à la croissance économique ; ensuite celle d'une plus grande intégration de l'Union, ce que faciliterait la ratification du traité de Lisbonne ; enfin, je prétends donner une impulsion au rôle international de l'Union et à la consolidation de la nouvelle ère internationale qui

Parcours

1960 Naissance à Valladolid.

1986 Elu au Congrès des députés pour la province de Leon (région de Castille et Leon).

2000 Elu secrétaire général d'un Parti socialiste ouvrier espagnol en crise, lors du 35^e congrès, contre le candidat de l'appareil, José Bono, parti grand favori.

2004 Les socialistes remportent les élections législatives le 14 mars. En avril, M. Zapatero forme le premier gouvernement paritaire.

2008 Reconnu à la présidence du gouvernement après la majorité relative obtenue par les socialistes aux élections législatives.

s'ouvre avec la présidence de Barack Obama, en particulier sur la lutte contre le changement climatique, le multilatéralisme et la réalisation des objectifs du millénaire.

Pour la reprise économique, vous pensez que l'UE pourrait faire plus ?

Nous devons poursuivre la concertation déjà entamée entre les gouvernements, d'une part pour soutenir le système financier qui s'est effondré à l'automne, et d'autre part pour le soutien à l'économie par les stimulations fiscales et par l'investissement public.

« Je dois préciser que M. Sarkozy a toujours été très diplomate avec moi »

Nous devons nous concerter sur le modèle de croissance économique que nous voulons pour la sortie de crise. Cela suppose de réviser ce qui a été décidé au G20, de faire aussi un nouvel effort sur la recherche, l'éducation et la compétitivité, tout en garantissant le maintien, voire l'extension, du modèle social européen.

En vue des élections européennes, vous soutenez le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, alors que de nombreux partis sociaux-démocrates européens estiment que ce libéral a contribué à la vague de dérèglementations. N'y a-t-il pas de débat gauche-droite en Europe sur le libéralisme et les dérèglementations ?

La Commission a un pouvoir limité, même si elle a pu avoir une marge de manœuvre face à la récession, notamment en dégageant des milliards pour l'investissement public ou la reconversion énergétique. Mais il ne faut pas oublier que c'est le Conseil qui prend les grandes décisions politiques.

A mon point de vue, l'Europe est la région du monde où existe la plus grande protection sociale, c'est quelque chose qu'il faut préserver en combattant ceux qui s'attaquent à ces droits sociaux.

La crise économique frappe l'Espagne avec une force particulière. Rétrospectivement, ne regrettez-vous pas d'avoir laissé se développer à ce point une bulle immobilière ?

En Espagne, le secteur de la construction de logements a été très actif, pour trois raisons. D'abord une forte demande :

400 000 nouveaux foyers se forment chaque année. Et les Espagnols veulent acheter leur logement et non le louer, c'est générique ! Ensuite, nous avons eu une longue période de bas taux d'intérêt. Enfin, n'oublions pas qu'une bonne partie des logements sont construits pour des Européens attirés par l'Espagne, en particulier des retraités.

Aujourd'hui, nous devons passer d'une phase d'expansion urbanistique à une phase de rénovation du tissu urbain, avec un souci d'économie d'énergie et de protection de l'environnement.

Le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque d'Espagne sont très pessimistes sur l'évolution de l'économie. La récente sortie du gouvernement de votre ministre de l'économie, Pedro Solbes, signifie-t-elle un changement de cap économique ?

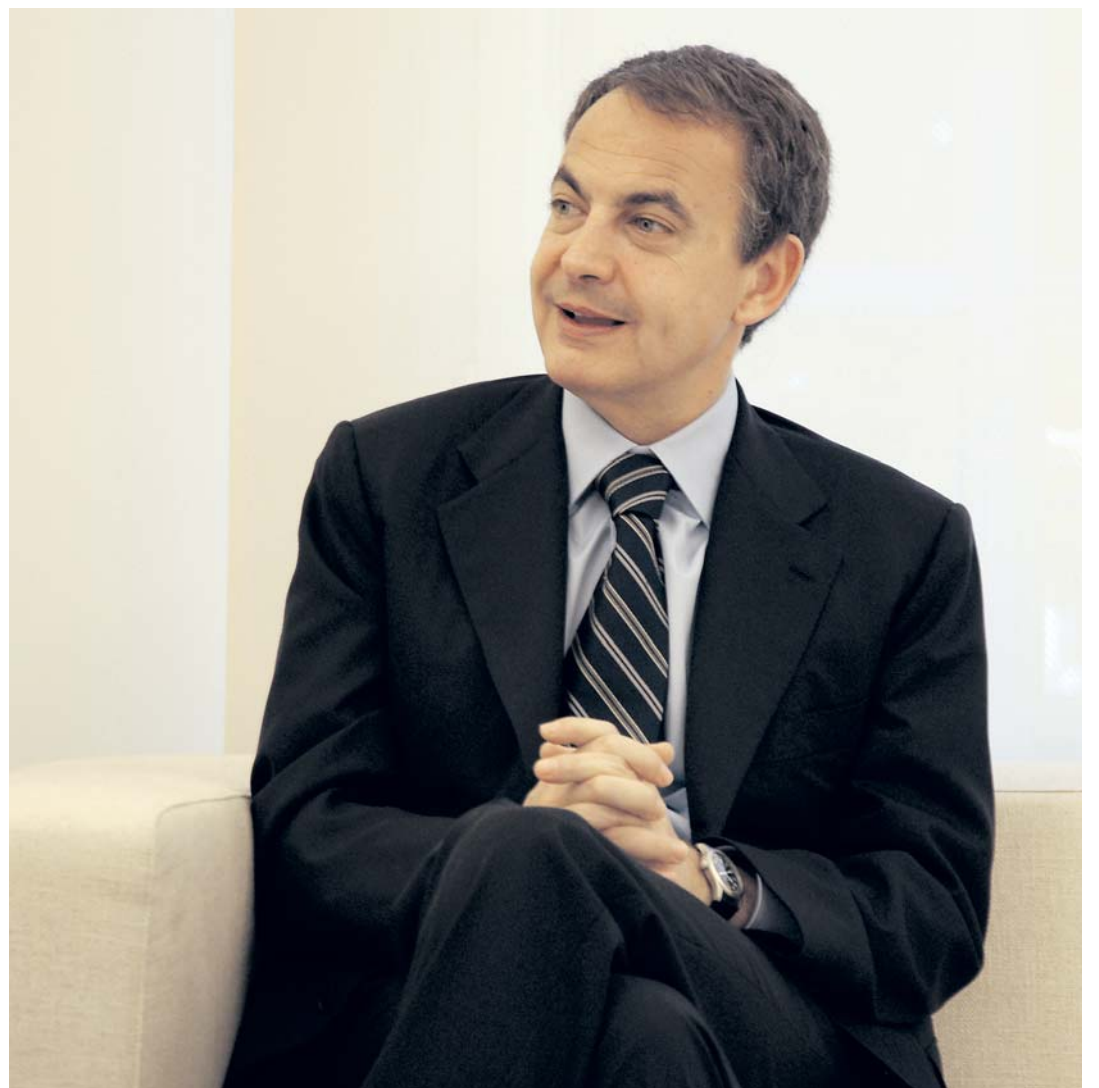
Son départ signifie que nous voulons accélérer l'entrée en vigueur des mesures prises dans le plan de relance, qui représente plus de 2 % du produit intérieur brut. Nous allons commencer à en ressentir les effets en termes d'emploi et de crédit aux entreprises.

En deuxième lieu, et c'est la mission fondamentale de la nouvelle équipe, nous voulons dessiner un nouveau modèle de croissance. Cela demandera un ambitieux programme de transformation d'une partie du tissu économique. Il y faudra beaucoup d'énergie, c'est pourquoi j'ai souhaité ce changement d'équipe.

La construction en panne, quels peuvent être les moteurs alternatifs de l'économie ?

Lorsque je suis arrivé au pouvoir, la construction de logements représentait 7 % du PIB, contre quelque 5 % dans le reste de l'Europe. L'objectif est de revenir dans la moyenne européenne. Donc, pas question de tout bouleverser, il faut seulement trouver une alternative à la partie excédentaire de la construction. Après la crise, nous continuerons d'avoir besoin de 350 000 à 400 000 logements par an.

Nous créerons des emplois dans les services sociaux et à la personne. Mais notre grand pari, c'est l'économie « verte ». Les nouveaux emplois proviendront de nouvelles activités liées à l'économie innovatrice dans des secteurs où l'Espagne a une certaine avance, comme les biotechnologies. Les pays en pointe



José Luis Rodríguez Zapatero, au palais de la Moncloa, siège du gouvernement, à Madrid.

AURELIA FREY POUR « LE MONDE ».

dans ces domaines seront en mesure d'avoir une croissance plus saine. Cela va des économies d'énergie tous azimuts aux énergies renouvelables, en passant par une industrie plus propre. Ainsi, nous pourrions innover et économiser. C'est la voie principale du nouveau modèle de croissance que nous voulons.

La majorité des pays européens relancent leur programme d'énergie nucléaire. Vous, non. L'Espagne peut-elle se passer du nucléaire ?

Il y a un débat en Europe. L'Espagne a choisi sa voie : c'est celle des énergies renouvelables. Nous sommes en pointe dans le domaine des énergies éolienne et solaire. En revenant au nucléaire, nous perdrons un élan pour être la grande puissance d'énergies renouvelables. Ce sont les énergies du futur, je veux que nous nous concentrons sur elles.

Craignez-vous que le chômage, très élevé, débouche sur des tensions sociales comme en France ?

Jusqu'à présent, le climat social est raisonnablement bon. Cela tient à deux facteurs. D'abord, les syndicats espagnols sont partisans du dialogue et de la coopération avec le gouvernement et les patrons. Ensuite, le gouvernement est fidèle à ses promesses sociales : comme nous l'avions annoncé, nous avons amélioré les indemnités pour les chômeurs, augmenté les retraites, les aides au logement, les bourses, mis en oeuvre l'allocation dépendance.

Notre système social se renforce en dépit des circonstances économiques. C'est une garantie pour la cohésion sociale. Hier est tombée une bonne nouvelle : c'est à Barcelone que se fabriquera l'Audi Q3.

Ce succès, qui permet de sauver 1 500 emplois, couronne un effort conjoint du gouvernement et des syndicats. L'Espagne est un pays de concertation sociale, une grande académie des pactes sociaux. Les syndicats sont très préoccupés par la montée du chômage, mais ils savent que moi aussi. Nous travaillons ensemble pour protéger les chômeurs et pour que personne ne profite de la crise pour affaiblir les droits des travailleurs. Ce sont les requins de la finance qui ont voulu s'enrichir toujours plus, obtenir des bénéfices fictifs, tromper les gens. Les travailleurs n'ont pas à payer pour cette crise et tant que je serai président du gouvernement, ils ne perdront pas de droits sociaux et politiques.

Après une ère d'excédents des comptes sociaux, la crise et le chômage ne vont-elles pas vous contraindre à réformer la protection sociale ?

Les chiffres sont têtus. En dépit du chômage, le régime des retraites et l'assurance-chômage seront excédentaires de 5 milliards d'euros en 2009. Notre fonds de garantie des retraites est doté de 58 milliards d'euros. Et le « pacte de Toledo », qui réunit toutes les forces politiques et sociales pour gérer le système des retraites, mène une nouvelle ronde de négocia-

tiens pour décider les réformes progressives afin de garantir sa pérennité.

Pour la première fois depuis le retour de la démocratie, les socialistes vont diriger le Pays basque après trente ans de règne du Parti nationaliste basque (PNV). Qu'attendez-vous de cette alternance ?

C'est un grand espoir. Il y aura au Pays basque un gouvernement prêt à coopérer avec l'ensemble de l'Espagne, respectueux du cadre constitutionnel et actif pour en finir avec le groupe terroriste ETA au moment où nous obtenons de grands résultats dans la lutte antiterroriste et où ce groupe est de plus en plus faible. Ce nouveau gouvernement introduira de la sérénité et de la stabilité.

Ces dernières années, celui de Juan José Ibarretxe diffusait de l'instabilité en multipliant les projets non viables, inconstitutionnels, qui divisaient le pays et semblaient refuser les règles qu'il était chargé de faire appliquer. Le Pays basque va vivre un temps de tranquillité. **Cette alternance met votre majorité à Madrid en difficulté en vous privant du soutien du PNV au Parlement...**

Mais nous assumons ces difficultés pour un bien supérieur : la stabilité et la tranquillité du Pays basque, qui sont si déterminantes pour l'Espagne. ■

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozonnet (Madrid, correspondant) et Cécile Chambraud

Pour ou contre les cours de religion ? Les Berlinoïses votent

Les cours de religion, c'est formateur. Allez voter ». La banderole est portée haut, en tête du cortège. Tapage, coups de sifflet, ballons multicolores frappés du mot « oui » accompagnent le long défilé qui s'élance dans le « Kudamm », la célèbre avenue de l'ouest de Berlin.

Il ne reste plus que deux jours aux militants de l'association Pro Reli pour mobiliser avant le référendum populaire organisé, à leur initiative, dimanche 26 avril. Objectif : faire inscrire l'enseignement religieux au programme des écoles publiques berlinoises.

Plus précisément, Pro Reli réclame que les élèves puissent avoir le choix entre des cours de religion, organisés séparément pour chaque confession, ou des leçons communes d'éthique, seules obligatoires actuellement. Quelque

2,4 millions de Berlinoïses sont appelés aux urnes pour trancher.

Les esprits sont surchauffés à l'approche de ce scrutin dont la préparation a emprunté tous les ingrédients d'une campagne électorale. Depuis près d'un mois, les murs et lampadaires de la capitale sont couverts de milliers d'affiches prônant le « oui » ou le « non ». Eglises, politiques, vedettes du sport ou du petit écran ont publiquement pris fait et cause pour l'un ou l'autre camp.

« Berlin, la rouge »

D'après les sondages, les partisans du oui sont donnés avec une courte avance. Mais, pour l'emporter, il leur faut les voix d'au moins 25 % des inscrits sur les listes municipales. Pour faire grimper le taux de participation, les bonnes volontés ont été mises à

contribution. Le cardinal Georg Sterzinsky a retroussé sa soutane pour aller interpeller les passants devant la porte de Brandebourg, au cœur du Berlin historique.

En Allemagne, où la notion de laïcité à la française n'existe pas, l'instruction religieuse est une matière officielle dans la quasi-totalité des Länder. Frondeuse, multiculturelle et largement athée, « Berlin, la rouge » est un cas à part. Plus de la moitié de ses habitants se revendiquent sans confession et quelque 40 % des enfants scolarisés de moins de 15 ans sont issus de l'immigration.

La municipalité de gauche défend obstinément le principe d'un cours d'éthique. Celui-ci a été rendu obligatoire en 2006 avec le but affiché de rassembler les élèves de toutes origines autour de l'enseignement de

valeurs civiques et morales. Dans l'autre camp, Pro Reli a reçu les suffrages de l'opposition conservatrice et des églises chrétiennes. Avec cette idée, née des pages sombres de l'histoire allemande, que l'Etat ne peut seul inculquer des valeurs positives aux enfants.

L'histoire... Vingt ans après la chute du Mur, la bataille n'est pas loin de ressusciter le clivage Est-Ouest. Selon les sondages, les quartiers de l'ancienne Berlin-Est communiste voteraient pour le statu quo, tandis que Pro Reli l'emporterait dans l'ancienne Berlin-Ouest. Au bord du défilé, un vieux monsieur brandit un panneau : « Votez non ». Un couple l'interpelle : « A vous regarder, on croirait que vous regrettez la dictature de la RDA ! » ■

Marie de Vergès (Berlin, correspondance)

Italie

Silvio Berlusconi veut transférer le G8 à L'Aquila

ROME. Silvio Berlusconi a proposé, jeudi 23 avril, que le sommet du G8 de juillet se tienne à L'Aquila, la ville des Abruzzes ravagée par un tremblement de terre le 6 avril, et non en Sardaigne, comme prévu initialement. Le président du conseil italien a fait valoir que ce choix permettrait de sensibiliser l'opinion publique internationale sur la reconstruction de la région, d'affecter aux Abruzzes les 220 millions d'euros des préparatifs prévus pour la Sardaigne et de dissuader les altermondialistes de venir protester. Les gouvernements du G8 doivent maintenant donner leur aval à ce changement de programme.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne l'ont déjà fait. M. Berlusconi a fait cette annonce à l'issue d'un conseil des ministres qui s'est justement tenu à L'Aquila et a affecté une enveloppe de 8 milliards d'euros pour les premières aides et la reconstruction. ■ Salvatore Aloise

Rome proteste après des propos de Bertrand Delanoë

Les ministres italiens des affaires étrangères, Franco Frattini, et des affaires européennes, Andrea Ronchi, ont exigé, jeudi 23 avril, des « excuses immédiates » du maire de Paris, Bertrand Delanoë, pour avoir déclaré que des « responsables politiques » de la mairie de Rome « font le salut fasciste en entrant au Capitole ».

« Le maire de Rome [Gianni Alemanno] n'a jamais fait le salut romain, ou d'autres gestes ou actes qui glorifient le fascisme », indique le communiqué. - (AFP.)